

Chambre des Représentants

SESSION 1954-1955.

12 MARS 1955.

PROJET DE LOI

relatif à la pension de retraite et de survie des
ouvriers.

AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR M. GLINEUR.

Article premier.

Modifier comme suit le dernier alinéa de cet article :

« *Sauf ce qui est disposé aux articles 9 et 10, ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les travailleurs qui sont soumis au régime de pension des employés, des ouvriers mineurs, des marins naviguant sous pavillon belge ou à tous régimes de pensions établis par ou en vertu d'une loi, par un règlement provincial ou par la Société Nationale des Chemins de fer belges; il en est de même des veuves de ces travailleurs.* »

JUSTIFICATION.

Les travailleurs visés à l'article premier peuvent en vertu des articles 9 et 10 obtenir, à charge de la législation que nous élaborons, une partie de pension.

Il n'est donc pas juste de dire qu'ils ne tombent pas sous l'application de la loi.

Art. 3.

A. — En ordre principal :

Remplacer :

« 37,333 francs » et « 31,166 francs »,

respectivement par :

« 48,000 francs » et « 40,000 francs ».

Voir :

240 (1954-1955) :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1954-1955.

12 MAART 1955.

WETSONTWERP

betreffende het rust- en overlevingspensioen voor
arbeiders.

AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER GLINEUR.

Eerste artikel.

Het laatste lid van dit artikel wijzigen als volgt :

« *Behoudens het bepaalde in de artikelen 9 en 10, is deze wet niet toepasselijk op de werknemers die onder de toepassing vallen van de pensioensregeling voor bedienden, mijnwerkers, zeevarenden onder Belgische vlag of van een andere pensioensregeling, getroffen bij of krachtens een wet, een provinciaal reglement of door de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen; hetzelfde geldt voor de weduwen van deze werknemers.* »

VERANTWOORDING.

De in het eerste artikel bedoelde werknemers kunnen, krachtens de artikelen 9 en 10, een pensioensgedeelte bekomen ten laste van de wetgeving die wij bezig zijn op te maken.

Het is dus niet billijk te zeggen dat zij niet onder de toepassing van de wet vallen.

Art. 3.

A. — In hoofdde :

De cijfers :

« 37,333 frank » en « 31,166 frank »,

respectievelijk vervangen door :

« 48,000 frank » en « 40,000 frank ».

Zie :

240 (1954-1955) :

— N° 1 : Ontwerp overgemaakt door de Senaat.

JUSTIFICATION.

Les salaires minima se situaient en 1940 aux environs de 12,000 francs.

A l'index 400, cela donne un salaire de 48,000 francs.

B. — Subsidiairement :

Remplacer :

« 37,333 francs »,

et :

« 31,166 francs »,

respectivement par :

« 40,000 francs »,

et :

« 37,500 francs ».

JUSTIFICATION.

S'il est refusé comme nous le craignons d'allouer aux pensionnés actuels, une pension égale à 75 % d'un salaire forfaitaire moyen se rapprochant beaucoup plus de la réalité que les chiffres prévus au projet, nous proposerons par cet amendement subsidiaire de porter au moins le montant des pensions des mariés à 30,000 francs et celui des célibataires à 22,500 francs. Il faut tenir compte des réalités et de l'impossibilité pour les pensionnés de vivre décemment avec les pensions qui leur sont allouées actuellement.

Art. 4.

1. — Au premier alinéa supprimer les mots :

« ... a cessé toute activité professionnelle autre qu'un travail occasionnel et s'il... »

2. — Supprimer le dernier alinéa.

JUSTIFICATION.

Cette restriction ne joue que dans la législation intéressant les travailleurs salariés et indépendants.

Elle ne joue dans aucun autre régime de pension de vieillesse (armée, police, services publics, clergé, etc.).

Ceci est une injustice qu'il faut faire cesser une fois pour toutes.

Art. 7.

A. — En ordre principal :

Remplacer le texte du § 2 par ce qui suit :

« Les taux des pensions de retraite et des pensions de survie sont rattachés à l'indice 400 des prix de détail.

» Ils seront majorés de 2.5 % par tranche de 10 points de cet indice au-dessus de 400.

» Ils seront diminués de 2.5 % par tranche de 10 points de cet indice en dessous de 400.

» Si l'indice retombe à un chiffre inférieur à celui qui a justifié une majoration en vertu du deuxième alinéa, ou

VERANTWOORDING.

In 1940 bedroegen de minimalonen circa 12,000 frank.

Met een indexcijfer 400, geeft dit een loon van 48,000 frank.

B. — Subsidiair :

De cijfers :

« 37,333 frank »,

en :

« 31,166 frank »,

respectievelijk vervangen door :

« 40,000 frank »,

en :

« 37,500 frank ».

VERANTWOORDING.

Indien, zoals we vrezen, geweigerd wordt aan de huidige gepensioneerden een pensioen toe te kennen ten belope van 75 % van een gemiddeld forfaitair loon dat veel dichter bij de werkelijkheid staat dan de in het ontwerp voorkomende cijfers, dan stellen we bij dit subsidiair amendement voor het bedrag van het pensioen der gehuwden ten minste tot 30,000 frank te verhogen en dit der ongehuwden tot 22,500 frank. Men moet rekening houden met de werkelijkheid en met de onmogelijkheid dat de gepensioneerden niet behoorlijk kunnen leven met de pensioenen die hun thans zijn toegekend.

Art. 4.

1. — In het eerste lid volgende woorden weglaten :

« ... alle beroepsbezigheden, met uitzondering van gelegenheidswerk, heeft gestaakt, en zo hij... »

2. — Het laatste lid weglaten.

VERANTWOORDING.

Deze beperking bestaat alleen in de wetgeving betreffende de loon-trekkende arbeiders en de zelfstandigen.

Ze komt niet voor in enige andere ouderdomspensioensregeling (leger, politie, overheidsdiensten, clerus, enz.).

Aan deze onrechtvaardigheid moet eens en voor altijd een einde worden gemaakt.

Art. 7.

A. — In hoofddorde :

De tekst van § 2 vervangen door wat volgt :

« De bedragen van de rust- en overlevingspensioenen worden verbonden met het indexcijfer 400 der kleinhandels-prijzen.

» Zij worden met 2.5 % verhoogd per reeks van 10 punten van dit indexcijfer boven 400.

» Zij worden met 2.5 % verminderd per reeks van 10 punten van dit indexcijfer boven 400.

» Indien het indexcijfer daalt beneden het cijfer dat een verhoging met toepassing van het tweede lid heeft gerecht-

remonté à un chiffre supérieur à celui qui a justifié une diminution en vertu du troisième alinéa, les taux des pensions subissent une réduction ou une majoration de 2.5 %. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement reprend une revendication de la Confédération Indépendante des pensionnés et des pensionnés socialistes, et qui consiste à rattacher la pension à l'indice 400, et à faire fluctuer les pensions par tranche de 10 points avec hausse ou réduction de 2.50 % suivant le cas.

B. — Subsidiairement :

Modifier comme suit les quatre premiers alinéas du § 2 de cet article :

« Les taux des pensions de retraite et des pensions de survie sont majorés de 2.5 % lorsque l'indice des prix de détail atteint 430 points. Une nouvelle majoration de 2.5 % est appliquée pour toute hausse de l'index de 10 points par rapport au chiffre de l'indice qui devait entraîner la majoration précédente.

« Les mêmes taux sont diminués de 2.5 % lorsque l'indice des prix de détail sera descendu à 400 points. Une nouvelle diminution de 2.5 % est appliquée pour toute baisse de l'indice de 10 points par rapport au chiffre de l'indice qui devait entraîner la diminution précédente.

« Si l'indice retombe à un chiffre inférieur à celui qui a justifié une majoration en vertu de l'alinéa premier ou remonte à un chiffre supérieur à celui qui a justifié une diminution en vertu du deuxième alinéa, les taux de pensions subissent une réduction ou une majoration de 2.5 %.

« Les majorations et diminutions visées aux alinéas précédents sont appliquées le premier jour du mois suivant celui au cours duquel l'indice atteint le chiffre qui le justifie. »

JUSTIFICATION.

Le mécanisme liant les pensions à l'indice tel qu'il est prévu par le projet, lèse les pensionnés. Il a pour effet, qu'au fur et à mesure que l'indice monte, d'éloigner de plus en plus le moment où la pension est réadaptée. En revanche, en cas de baisse de l'indice la diminution correspondante de la pension est précipitée. C'est pourquoi, nous demandons que les fluctuations de l'indice qui entraînent des adaptations des pensions, soient fixées par points et non en pourcentage de la cote précédente.

D'autre part, si le pourcentage de variation est fixé à 5, il faudra des modifications importantes de l'indice avant d'admettre la hausse des pensions. Cela aura pour effet de rendre plus difficile la situation des pensionnés. D'après le texte du projet il faudrait que l'indice monte à 440 points avant que les taux de pensions soient modifiés.

Nous proposons simplement d'augmenter celles-ci de 2.50 % par tranche de 10 points, soit à 430.

Art. 8.

A. — En ordre principal :

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« La pension de retraite prend cours à 60 ans pour l'homme et à 55 ans pour la femme.

« La pension est calculée en fonction du nombre d'années civiles au cours desquelles une rémunération réelle, fictive ou forfaitaire est attribuée, conformément à l'article 2, § 1, et qui constituent la carrière du travailleur. Le droit à la pension est acquis à raison de $\frac{1}{40}$ pour les hommes et de $\frac{1}{35}$ pour les femmes, chaque année.

vaardigd, of stijgt tot boven het cijfer dat een verlaging met toepassing van het derde lid heeft gerechtvaardigd, dan worden de pensioenbedragen met 2.5 % verhoogd of verlaagd. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement neemt een eis over van het Onafhankelijk Verbond der gepensioneerden en der socialistische gepensioneerden, die er toe strekt het pensioen met het indexcijfer 400 te verbinden en de pensioenen per reeks van 10 punten te laten schommelen, met een stijging of een daling van 2.50 % naar gelang van het geval.

B. — Subsidiair :

De eerste vier leden van § 2 wijzigen als volgt :

« De bedragen van de rust- en overlevingspensioenen worden met 2.5 % verhoogd, indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen 430 punten bereikt. Een nieuwe verhoging met 2.5 % wordt toegepast voor iedere stijging van het indexcijfer met 10 punten ten opzichte van het indexcijfer dat tot de vorige verhoging aanleiding moest geven.

« Dezelfde bedragen worden met 2.5 % verlaagd indien het indexcijfer der kleinhandelsprijzen tot 400 punten daalt. Een nieuwe verlaging van 2.5 % wordt toegepast telkens wanneer het indexcijfer 10 punten lager is dan het indexcijfer dat tot de vorige verlaging aanleiding moest geven.

« Indien het indexcijfer terugvalt op een cijfer dat lager is dan dit waardoor een verhoging krachtens het eerste lid werd verantwoord, of stijgt tot een cijfer dat hoger is dan dit waardoor een verlaging krachtens het tweede lid werd verantwoord, dan worden de pensioenbedragen verminderd of vermeerderd met 2.5 %.

« De verhogingen of verlagingen, bedoeld in de vorige leden, worden toegepast op de eerste dag van de maand welke volgt op die waarin het indexcijfer het peil bereikt dat daartoe aanleiding geeft. »

VERANTWOORDING.

Het mechanisme waarbij de pensioenen met het indexcijfer verbonden worden, is nadelig voor de gepensioneerden. Het heeft tot gevolg dat naarmate dat het indexcijfer stijgt, het tijdstip waarop het pensioen opnieuw wordt aangepast, hoe langer hoe meer wordt verschoven. Bij daling van het indexcijfer, daarentegen, wordt de overeenstemmende vermindering van het pensioen verhaast. We vragen dan ook dat de schommelingen van het indexcijfer, die aanpassing der pensioenen medebrengen, zouden vastgesteld worden in punten en niet in percentage van het vorige cijfer.

Daarenboven, wanneer het variatiepercentage op 5 is vastgesteld, moeten er belangrijke wijzigingen van het indexcijfer intreden voor dat het pensioen kan verhoogd worden. Dit zal tot gevolg hebben dat de toestand van de gepensioneerden nog moeilijker wordt. Volgens de tekst van het ontwerp zou het indexcijfer tot 440 punten moeten stijgen, voordat de pensioenbedragen gewijzigd worden.

We stellen eenvoudig voor de pensioenen met 2.50 % te verhogen per schijf van 10 punten, dus op 430.

Art. 8.

A. — In hoofdde :

De tekst van het artikel vervangen door hetgeen volgt :

« Het rustpensioen gaat in op de leeftijd van 60 jaar voor de man en van 55 jaar voor de vrouw.

« Het pensioen wordt berekend naar verhouding van het aantal kalenderjaren gedurende welke een werkelijk, fictief of forfaitair loon wordt toegekend overeenkomstig artikel 2, § 1, en die de loopbaan van de arbeider uitmaken. Het recht op pensioen wordt ieder jaar voor $\frac{1}{40}$ voor de mannen en $\frac{1}{35}$ voor de vrouwen verkregen.

» Pour chaque année, la moyenne générale des rémunérations du travailleur afférente à celle-ci est prise en considération à raison de 75 % pour tous les travailleurs mariés ou non. »

JUSTIFICATION.

Nous avons toujours défendu la pension à 60 ans pour les hommes et à 55 ans pour les femmes.

L'abaissement de l'âge de la pension se justifie, comme nous l'avons déjà développé, pour des raisons d'ordre économique et d'ordre moral.

En raison des crises économiques, les vieux grossissent la masse des chômeurs complets inaptes au travail ou difficilement plaçables. Au point de vue financier, la proposition consiste donc en un simple déplacement des charges correspondantes du secteur chômage au secteur pensions: elle répond d'ailleurs à des revendications posées par les organisations syndicales soucieuses de sauvegarder les intérêts des travailleurs physiquement aptes au travail.

D'ailleurs en 1936, le principe de la nécessité de porter la pension à 60 ans, avait été admis par tous les partis politiques représentés au Parlement.

Notre proposition visant à allouer les 75 % du salaire à tous les travailleurs hommes et femmes, mariés ou non, ne ferait que mettre, si elle était votée, les anciens travailleurs du privé sur le même pied que ceux du secteur public, quand ils atteignent l'âge de la retraite.

B. — Subsidairement :

Au deuxième alinéa du § 1, remplacer :

« 5 % »,

par :

« 3 % ».

JUSTIFICATION.

Le fait de réduire de 3 % au lieu de 5 % par année d'anticipation, donne à tous les travailleurs, qui le désirent, une pension à 60 ans égale à 60 % du salaire.

C'est là une revendication actuelle de la Fédération Générale du Travail et de la grosse masse des travailleurs.

Art. 9.

Remplacer chaque fois les chiffres :

« 45 » et « 40 »,

respectivement par :

« 40 » et « 35 ».

JUSTIFICATION.

Comme nous l'avons déjà souligné, 40 ans de travail pour un homme et 35 ans pour une femme, sont largement suffisants pour leur ouvrir les droits à la pension.

Art. 10.

Supprimer le § 1.

JUSTIFICATION.

Ce serait profondément injuste d'enlever aux travailleurs — par une diminution du montant de leur pension de la valeur de la rente, des indemnités résultant d'accidents de travail, de maladies professionnelles ou autres. — le bénéfice d'une réparation d'un dommage qui a réduit leurs capacités de travail et partant, déjà avant leur admission à la pension, très probablement leur salaire.

» Het op ieder jaar betrekking hebbende algemeen gemiddelde van het loon van de arbeider wordt in aanmerking genomen ten bedrage van 75 % voor al de arbeiders, al dan niet gehuwd. »

VERANTWOORDING.

Wij hebben altijd het pensioen op 60 jaar voor de mannen en op 55 jaar voor de vrouwen verdedigd.

De verlaging van de pensioensleeftijd is verantwoord, zoals wij reeds hebben aangetoond, om redenen van economische en zedelijke aard.

Ten gevolge van de economische crisissen, komen de bejaarde arbeiders de massa aandikken van de volledig werklozen die niet meer in staat zijn om arbeid te verrichten of die moeilijk werk kunnen vinden. In financieel opzicht, komt het voorstel dus neer op een eenvoudige verplaatsing van de overeenstemmende lasten van de sector der werkloosheid naar de sector der pensioenen: het komt trouwens de eisen tegemoet van de syndikale organisaties die bezorgd zijn om de vrijwaring van de belangen van de arbeiders die lichamelijk nog geschikt zijn om te arbeiden.

Trouwens, in 1936, hebben al de in het Parlement vertegenwoordigde politieke partijen het beginsel aanvaard van de noodzakelijkheid het pensioen op 60 jaar te brengen.

Door ons voorstel tot toekenning van 75 % van het loon aan al de arbeiders, mannen en vrouwen, al dan niet gehuwd, zouden, indien het werd aangenomen, de vroegere arbeiders van de private sector op gelijke voet worden gesteld als deze van de openbare sector, wanneer zij de pensioensleeftijd bereiken.

B. — Subsidiar :

In het tweede lid van § 1 :

« 5 % »,

vervangen door :

« 3 % ».

VERANTWOORDING.

Door te verlagen tot 3 % in plaats van 5 % per jaar vervroeging, geeft men aan al de arbeiders die dit wensen, op 60 jaar een pensioen tegen 60 % van het loon.

Dit is trouwens een eis die thans wordt gesteld door het Algemeen Vakverbond en door de gezamenlijke arbeiders.

Art. 9.

Telkenmale het cijfer :

« 45 » en « 40 »,

respectievelijk vervangen door :

« 40 » en « 35 ».

VERANTWOORDING.

Zoals wij er reeds op wezen, zijn 40 jaren arbeid voor een man en 35 jaar voor een vrouw ruimschoots voldoende om hun recht op het pensioen te geven.

Art. 10.

De eerste § van dit artikel weglaten.

VERANTWOORDING.

Het zou schromelijk onrechtvaardig zijn aan de arbeiders — door verlaging van het bedrag van hun pensioen, van het bedrag van de rente, van de uitkeringen wegens arbeidsongevallen, beroepsziekten of andere — het genot te ontnemen van een vergoeding wegens schade waardoor hun arbeidsgeschiktheid werd verminderd en bijgevolg, zelfs vóór hun toelating tot het pensioen, zeer waarschijnlijk ook hun loon.

Art. 13.

Compléter le § 3 par ce qui suit :

« Il sera égal, pour les veuves âgées de 55 ans et plus aux $\frac{2}{3}$ de la pension de retraite dont le mari bénéficierait ou dont il aurait pu bénéficier s'il était resté en vie. »

JUSTIFICATION.

L'article 4 prévoit, si notre amendement n'est pas accepté, qu'il faut pour bénéficier des prestations de la présente loi, cesser toute activité professionnelle.

Nous estimons qu'il est impossible pour une personne de vivre à l'abri du besoin avec 30 % du salaire d'un travailleur.

De nombreuses veuves devront donc abandonner, si elles ne sont pas handicapées physiquement, le bénéfice de la pension de survie et travailler.

Or, si cela est éventuellement possible pour une veuve âgée de 45 ans, c'est pratiquement impossible pour une veuve âgée de 55 ans et plus.

Art. 16.

Modifier le 1^o comme suit :

« 1^o L'Etat verse à la Caisse Nationale des Pensions de retraite et de survie, une subvention égale à la moitié du montant des cotisations des travailleurs et des employeurs versées à la dite caisse, sans que cette subvention puisse être inférieure à deux milliards de francs par an. »

JUSTIFICATION.

Cet amendement donne les moyens financiers permettant de réaliser nos amendements visant à accorder aux pensionnés actuels une pension pouvant atteindre 36.000 francs.

Art. 26.

1. — Au 2^o du § 1 remplacer :

« 4.25 % »,

par :

« 3.75 % ».

2. — Au même § 1, supprimer le dernier alinéa du 2^o.

3. — Au 2^o du § 2, remplacer :

« 4.25 % »,

par :

« 7 % ».

JUSTIFICATION.

Nous partons du principe que la pension du travailleur constitue un salaire différé. Il ne convient pas alors d'accroître leur quote-part dans les charges d'assurance. Les charges de la pension doivent être couvertes par l'augmentation de la cotisation patronale et les subsides de l'Etat. C'est pourquoi nous proposons de supprimer les augmentations de 1954 et de 1955 des cotisations ouvrières et de les ramener à 3.75 % — taux de 1953, déjà largement suffisant, — et de porter la cotisation patronale à 7 %.

Nous proposons, en outre, de supprimer les dispositions du 2^o du § 1, qui visent à permettre d'augmenter dans l'avenir par simple arrêté royal ces mêmes cotisations ouvrières.

Art. 13.

Paragraaf 3 aanvullen met wat volgt :

« Het zal gelijk zijn, voor de weduwen die 55 jaar of meer oud zijn, aan $\frac{2}{3}$ van het rustpensioen dat de echtgenoot zou genieten of zou kunnen genieten hebben indien hij in leven gebleven was. »

VERANTWOORDING.

Artikel 4 zegt, indien ons amendement niet wordt aanvaard, dat men om van in deze wet bepaalde uitkeringen te genieten, elke beroepsbezigheid moet staken.

Wij menen dat een persoon onmogelijk behoorlijk kan leven met 30 % van het loon van een arbeider.

Talrijke weduwen zullen dus, indien zij lichamelijk niet ongeschikt zijn, van het overlevingspensioen moeten afzien en arbeiden.

Indien dit, in voorkomend geval, mogelijk is voor een weduwe die 45 jaar oud is, is dit praktisch uitgesloten voor een weduwe die 55 jaar en ouder is.

Art. 16.

Het 1^o wijzigen als volgt :

« 1^o De Staat draagt aan de Rijkskas voor rust- en overlevingspensioenen een toelage af die gelijk is aan de helft van het bedrag van de werknemers- en werkgeversbijdragen die aan genoemde kas worden afgedragen, zonder dat dit bedrag lager mag zijn dan twee milliard frank per jaar. »

VERANTWOORDING.

Dit amendement verschaft de nodige middelen om onze amendementen te verwezenlijken, die ertoe strekken aan de huidige gepensioneerden een pensioen uit te keren dat 36.000 frank kan bereiken.

Art. 26.

1. — In 2^o van § 1 :

« 4.25 % »,

vervangen door :

« 3.75 % ».

2. — In dezelfde § 1, het laatste lid van 2^o weglaten.

3. — In 2^o van § 2 :

« 4.25 % »,

vervangen door :

« 7 % ».

VERANTWOORDING.

Wij gaan uit van het beginsel dat het pensioen van de arbeider een uitgesteld loon uitmaakt. Zijn aandeel in de verzekeringslasten moet dan ook niet worden verhoogd. De lasten van het pensioen moeten gedekt worden door de verhoging van de werkgeversbijdrage en de toelagen van de Staat. Daarom stellen wij voor de verhogingen voor 1954 en voor 1955 van de werknemersbijdragen af te schaffen en ze terug te brengen op 3.75 % — bedrag van 1953, dat reeds ruimschoots volstond — en de werkgeversbijdrage op 7 % te brengen.

Wij stellen, bovendien, voor het bepaalde in 2^o van § 1 weg te laten, waardoor mogelijk wordt gemaakt dat in de toekomst diezelfde werknemersbijdragen bij eenvoudig koninklijk besluit worden verhoogd.